



La Serbie se soumet au projet de Grande Albanie

Par [Andrew Korybko](#)

Mondialisation.ca, 30 octobre 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [LES BALKANS](#)

Le projet géopolitique de « Grande Albanie » a reçu un soutien sans précédent de la part d'une source tout à fait inattendue, après que la Serbie cède contre toute attente à la proposition de libre circulation sans passeport avec ses voisins, l'Albanie et la Macédoine, dès 2021. Belgrade estime en effet qu'une initiative volontaire améliorera ses chances de rejoindre un jour l'Union européenne, au risque de miner encore plus sa souveraineté, jusqu'au stade où le slogan patriote « Le Kosovo, c'est la Serbie » puisse se transformer monstrueusement en « La Serbie, c'est l'Albanie »

Les observateurs régionaux des Balkans craignent depuis longtemps qu'un conflit multinational soit en train d'infuser, en résultat du projet géopolitique de « Grande Albanie » soutenu par les États-Unis, menaçant l'intégrité territoriale de la Serbie et la république de Macédoine (« du Nord »). Chacun a donc été surpris en découvrant que les deux pays les plus directement affectés par ce complot se sont purement et simplement couchés la semaine dernière, [en acceptant une politique de libre circulation des personnes](#), sans passeport, entre les trois États. On soupçonnait de longue date que le premier ministre macédonien, Zoran Zaev, parvenu au pouvoir après une Révolution de couleur au long court soutenue par les États-Unis, allait vendre les intérêts de son pays à son voisin albanais après en avoir déjà fait autant vis-à-vis de ses voisins grec et bulgare, mais nombreux restaient à penser que la Serbie ferait au moins preuve d'une résistance de principe au lieu de se soumettre tout bonnement, et de laisser plus d'Albanais envahir son territoire souverain, après le détachement *de facto* des rejets civilisationnels serbes que sont le Kosovo et la Métochie du reste de l'État.

Les défenseurs du projet enjoindront le public intérieur et international à applaudir cette décision comme une étape pragmatique tout à fait nécessaire pour éviter la grande guerre régionale crainte par de nombreux observateurs, mais la réalité des choses est toute autre : il n'y avait aucune raison urgente pour que la Serbie ouvre aux Albanais ses frontières d'ici à 2021 ; il n'y avait rien de tel en la matière que l'[ultimatum de 1914](#). Belgrade a purement et simplement fait ce choix volontairement, estimant qu'il améliorerait ses chances d'un jour rejoindre l'UE, bien que Bruxelles n'ait jamais rien demandé de tel de la part de la Serbie (c'est là que réside la vraie surprise dans toute cette affaire). Le président Vucic est un europhile forcené, qui tient sérieusement à faire tout ce qui sera en son pouvoir pour intégrer la Serbie à l'UE, ce qui implique tacitement « *la reconnaissance* » du Kosovo comme « *État indépendant* », pré-requis implicite de toute adhésion à l'UE. C'est avec cet objectif anti-constitutionnel en tête que l'on commence à comprendre cette décision d'autoriser la libre circulation des Albanais : il s'agit de faire pression sur son propre peuple pour qu'il accepte ce qui sera devenu un *fait accompli* [en français dans le texte, NdT].

Il faut également dire que, si de nombreux [médias alternatifs](#) ont excellé en signalant ces desseins géostratégiques étasuniens, visant à forcer la Serbie à « reconnaître » le Kosovo, bien peu ont osé en regard préciser quels intérêts la Russie avait également dans cette affaire, du fait que ce dernier point est trop « *politiquement incorrect* » pour beaucoup. L'auteur du présent article avait déjà analysé les calculs stratégiques d'arrière-plan du Kremlin, début 2019, dans son article « [La Russie pourrait revenir dans les Balkans \(de manière controversée\) par la grande porte](#) », qui s'appuyait sur trois analyses d'experts membres du *Russian International Affairs Council (RIAC)*, un think-tank très influent et bien connecté à Moscou, prouvant que Moscou ne serait pas si gênée que cela si la Serbie cédait aux projets occidentaux : on semble s'être résigné à Moscou à l'idée que ces projets sont sans doute irréversibles, sauf à réaliser d'importants (et inacceptables) sacrifices pour les enrayer (et ce sans garantie du succès). Aussi, la position tacite de la Russie semble être de se borner à canaliser si possible cette dynamique stratégique.

C'est à la lumière de cela que l'on peut également comprendre [pourquoi Moscou a reconnu le changement de nom](#) inconstitutionnel de la république de Macédoine, malgré sa promesse antérieure de ne pas le faire ; il s'ensuit qu'elle devrait également respecter la volonté du gouvernement de Serbie, internationalement reconnu, indépendamment de l'inconstitutionnalité des décisions de ce dernier vis-à-vis du Kosovo. L'analyste politique patriote Anna Filimonova, qui ne mâche pas ses mots, a levé l'alerte dans un article de 2018, sous le titre « [La Russie est en train de perdre le peuple serbe](#) », indiquant que cette approche russe centrée sur ses intérêts propres, posait le risque de perdre l'immense *soft power* dont la Russie dispose en Serbie ; en ne prenant pas en compte l'immense opposition intérieure serbe aux projets de Vucic vis-à-vis du Kosovo, et afin de préserver les contrats entre les États qui sous-tendent aujourd'hui l'influence russe dans le pays des Balkans. Mais ces avertissements seront probablement tombés dans l'oreille d'un sourd : la Russie contemporaine a rompu depuis longtemps avec la politique de « *révolutions des peuples* » de son prédécesseur soviétique, et se préoccupe beaucoup plus désormais des relations inter-élites au niveau des États, pas au niveau interpersonnel.

Cela peut être très dérangeant à lire pour certains lecteurs, mais il s'agit purement et simplement de la description la plus pertinente d'une réalité objectivement existante : la réalité ne porte pas de valeurs intrinsèques autres que celle que vous projetez dessus. Il en va de même de la décision de Vucic d'ouvrir ses frontières à la libre circulation des Albanais et des Macédoniens d'ici à 2021 (ces derniers seront probablement des Albanais Macédoniens) : cette décision est elle-même pragmatique face à un vide politique, si on la considère sous une perspective socio-économique ; bien que cette approche soit extrêmement dangereuse du point de vue de la sécurité internationale : elle porte le risque d'encourager des migrations illégales d'Albanais, qui pourraient par la suite être exploitées pour l'expression d'exigences territoriales contre l'État, comme au Kosovo. Et ce n'est pas tout : ce point de vue est également irresponsable politiquement, comme expliqué dans l'article [en deux parties](#) de 2015 du même auteur : « *La Grande Albanie est un Mythe visant à préserver l'unité du pays* » : il n'y a pas lieu d'amadouer ce projet géopolitique relavant de l'ère fasciste, qui n'est poussé en avant que pour empêcher l'Albanie de se scinder en morceaux.

Malgré tout, Vucic est prêt à prendre le risque de dissoudre encore plus la souveraineté de son pays à l'avenir [*c'est l'essence de toute adhésion à l'UE, de toutes façons, NdT*], du fait des conséquences démographiques à long terme que sa capitulation pourra sans doute engendrer. Mais il estime détenir la clé permettant d'accélérer une adhésion de la Serbie à

l'UE, en facilitant indirectement la « *reconnaissance* » du Kosovo par Belgrade. Il est difficile de se représenter comment cela pourrait échouer : avec le temps, cette politique gagnera en puissance, du fait que les Albanais du Kosovo pourraient déjà disposer [de la citoyenneté albanaise](#), et tout ceci constituera dès lors un *fait accompli*, Belgrade ayant d'ores et déjà accepté que les gens voyagent entre la province occupée et le reste de la Serbie sans difficultés. En d'autres termes, l'invasion du Kosovo par l'Albanie se poursuivra de plus en plus profondément, via le cœur du territoire serbe, alors que la [guerre hybride](#) contre la Serbie est de plus en plus pressante. Il en sortira le scénario le plus cauchemardesque pour tout vrai patriote serbe : que le slogan « *Le Kosovo, c'est la Serbie* » se transforme en « *La Serbie, c'est l'Albanie* ».

Article original en anglais :



[Serbia Is Surrendering to Greater Albania](#), publié le 18 octobre 2019.

Cet article a été publié initialement par [OneWorld](#).

Traduit par José Martí, relu par Kira pour [le Saker Francophone](#)

Andrew Korybko est un analyste politique américain, établi à Moscou, spécialisé dans les relations entre la stratégie étasunienne en Afrique et en Eurasie, les nouvelles Routes de la soie chinoises, et la [Guerre hybride](#).

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Andrew Korybko](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Andrew Korybko](#)

A propos :

Andrew Korybko est le commentateur politique étasunien qui travaille actuellement pour l'agence Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie *Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime*(2015).

recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca